



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

FR

Bruxelles, le 16 février 2008
6613/08 (Presse 43)

Kosovo: le Conseil crée une mission "État de droit" menée par l'UE et désigne un représentant spécial de l'UE

- Le Conseil a décidé de lancer la mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo - "EULEX KOSOVO". Il est prévu que la phase opérationnelle de la mission commence à l'issue d'une période de transition de 120 jours à compter de la décision précitée.

Le Conseil a arrêté, par procédure écrite, une action commune relative à EULEX KOSOVO¹.

La mission, qui sera menée dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), aidera les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et des douanes multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes.

¹ [JO L 42 du 16.2.2008, p. 92.](#)

P R E S S E

La mission comportera une composante policière, une composante judiciaire et une composante douanière, détachées auprès des services et des ministères compétents.

EULEX KOSOVO, en pleine coopération avec les programmes d'assistance de la Communauté, mettra en œuvre son mandat en assurant des actions de suivi, d'encadrement et de conseil, tout en assumant certaines responsabilités exécutives.

Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à une durée initiale de seize mois est de 205 millions d'euros.

- Le Comité politique et de sécurité a décidé, le 7 février 2008, de nommer Yves de Kermabon chef de la mission EULEX KOSOVO.

- Parallèlement à l'action commune créant EULEX KOSOVO, le Conseil a également arrêté une action commune établissant un représentant spécial de l'UE (RSUE)¹ pour le Kosovo et nommant Pieter Feith à ce poste. Le RSUE aura notamment pour mandat de proposer les conseils et le soutien de l'UE dans le processus politique, de favoriser la coordination politique générale de l'UE au Kosovo, de fournir au chef de la mission EULEX KOSOVO des orientations politiques au niveau local, et de contribuer au renforcement et à la consolidation du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Kosovo.

¹ [JO L 42 du 16.2.2008, p. 88.](#)